

Si cette épargne est placée en obligations, où prendra-t-on l'argent requis pour donner de l'expansion aux industries de guerre? Mais si c'est l'Etat qui fournit l'argent dont elles ont besoin, aidé en cela des impôts appropriés, car ainsi que l'a dit le ministre, il nous faudra abaisser quelque peu notre niveau de vie parce qu'un certain nombre d'hommes, seront engagés dans la fabrication de munitions au lieu de travailler à la production des marchandises que nous consommons habituellement, et c'est pour cette raison que les impôts deviennent nécessaires. Alors, si l'on émet le crédit nécessaire à l'Etat par l'entremise de la Banque du Canada et si l'on prescrit les impôts voulus pour prévenir l'inflation, il sera possible de financer la guerre et de parvenir à la victoire sans alourdir davantage le fardeau que constitue la dette nationale.

Je demande aux honorables députés de songer à combien s'élève la dette du pays à l'heure actuelle. On nous dit que le présent conflit est une lutte à mort et qu'il se poursuivra tant que l'Allemagne n'aura pas été battue. Certains experts prétendent que la guerre durera dix ans. Je ne puis me prononcer sur ce point et je cite simplement une opinion que j'ai lue et qui émanait d'experts anglais. Il me semble qu'on a parlé de quatre ans cet après-midi, et le ministre a dit que le présent conflit nous coûterait beaucoup plus cher que le précédent. S'il en est ainsi, pensez à la dette dont nous serons chargés à l'issue des hostilités si la présente guerre est financée de la même façon que la dernière. Je sais bien que l'on ne tiendra aucun compte des remarques provenant de notre groupe. Je les fais néanmoins car j'entends définir clairement mon attitude pendant que nous en sommes encore au début du conflit. Quant aux résultats, je laisse au temps le soin de les juger.

L'hon. R. J. MANION (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Kootenay-Est, pris presque à l'improviste, a su parler avec tant de compétence au nom du parti que, je n'ai que quelques brèves observations à faire. Il est un ou deux points que je désire signaler et l'occasion ne saurait être meilleure, à mon avis, vu que le débat sur le budget permet habituellement d'aborder n'importe quel sujet. Je désire ne pas retenir la Chambre bien longtemps, car l'honorable représentante du Yukon (Mme Black) doit prendre la parole avant six heures et je tiens à lui laisser tout le temps voulu. Le Gouvernement ne saurait nous reprocher de ne pas faire tout le possible pour le seconder et je n'entends pas modifier notre manière d'agir au dernier moment. Je crois que la Chambre tout entière a le devoir de faciliter au

[M. Jaques.]

Gouvernement l'expédition des travaux de la Chambre avec toute la célérité possible afin qu'il puisse se consacrer sans tarder à sa tâche réelle, qui est d'assurer notre participation à cet affreux conflit.

Puisque j'ai la parole, un ou deux mots sur le budget ne manqueront peut-être pas d'à-propos. Après avoir traversé toute une série de crises et ayant aujourd'hui à subir les calamités de cette guerre que Hitler nous impose, nous trouverons quelque satisfaction à constater que le vent de tempête qui nous souffle la guerre nous assure également un ou deux avantages. Ce sera, tout d'abord, une hausse du prix du blé dont le Canada tirera vraisemblablement un profit correspondant aux dépenses qui s'imposeront d'ici à la Noël; et nous verrons probablement, en second lieu, la solution du problème du chômage qu'il nous était apparemment impossible de régler en temps de paix.

Il ne serait pas inopportun, ce me semble, d'exprimer tout haut la pensée que tous ceux d'entre nous qui sont dans la vie publique devraient tenir à l'esprit, savoir, que sur tout le globe les gens réfléchis se demandent pour quelle raison, en une telle conjoncture, il nous est possible de prélever des fonds pour la guerre tandis que nous trouvons si difficile, en temps de paix, de nous procurer les disponibilités indispensables au soulagement des maux, comme le chômage, qui accablent la nation. Je ne veux adresser de reproches à personne. Je crois que durant la guerre qui vient de nous englober, tous et chacun de nous avons le devoir de chercher quelque remède à la condition locale. Si, dans l'impossibilité d'y parvenir, nous pouvons quand même faire la guerre, le système dans lequel nous vivons s'effondrera.

Avec le ministre (M. Ilsley), je conviens qu'il faut du courage chez nous comme au delà des mers, et l'imposition de ces taxes ne devrait faire maugréer personne, car celui qui paie l'impôt dans son pays est beaucoup mieux que le pauvre diable qui risque sa vie dans les tranchées. Nous comprenons tous que les impôts sont nécessaires dans les conditions où nous nous trouvons, et j'étais content d'entendre dire par le ministre que le Canada ferait l'impossible pour acquitter les futurs comptes de guerre à mesure qu'ils se présenteront. Lors de la dernière guerre l'Angleterre a donné l'exemple, et un magnifique exemple, sous ce rapport, et si nous nous en sommes assez bien tirés nous aurions pu sans doute faire encore mieux. Les erreurs que nous avons pu commettre n'auront pas été inutiles, et j'espère que nous nous efforcerons d'acquitter les comptes au fur et à mesure qu'ils se présenteront.